



C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone



L'Afrique subsaharienne francophone continue à tirer l'économie africaine

CERMF

Mars 2023

Table des matières

Une croissance globale de 4,4 % en 2022	2
En Afrique de l'Ouest francophone	6
En Afrique centrale francophone	8
En Afrique de l'Est francophone	9
Une inflation globalement maîtrisée en Afrique subsaharienne francophone	10
Un endettement globalement maîtrisé en Afrique subsaharienne francophone	12
Des perspectives globalement encourageantes pour 2023	14

Graphiques

Évolution de la croissance économique de l'Afrique subsaharienne francophone et du reste de l'Afrique subsaharienne sur la décennie 2013-2022	4
Croissance économique annuelle moyenne de l'Afrique subsaharienne francophone et du reste de l'Afrique subsaharienne sur la décennie 2013-2022	4
Croissance économique annuelle moyenne des quatre premières économies francophones et non francophones d'Afrique subsaharienne sur la décennie 2013-2022	5
Croissances économique et démographique annuelles moyennes des quatre premières économies francophones et non francophones d'Afrique subsaharienne sur la décennie 2012-2023	5
Les PIB par habitant les plus élevés d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique de l'Est, début 2022	8
Évolution de l'inflation en Afrique subsaharienne francophone et dans le reste de l'Afrique subsaharienne sur la décennie 2013-2022	11
Inflation annuelle moyenne en Afrique subsaharienne francophone et dans le reste de l'Afrique subsaharienne sur la décennie 2013-2022	11
Inflation annuelle moyenne dans les quatre premières économies francophones et non francophones d'Afrique subsaharienne sur la décennie 2013-2022	12
Taux d'endettement globaux de l'Afrique francophone et du reste de l'Afrique subsaharienne début 2023, selon la dette publique	13
Les 10 pays africains les plus endettés début 2023	13
Synthèse des principaux indicateurs économiques d'Afrique subs. (2022/décennie 2013-2022)	16

L'Afrique subsaharienne francophone continue à tirer l'économie africaine

Pour la neuvième année consécutive et la dixième fois en onze ans, l'Afrique subsaharienne francophone a globalement affiché, en 2022, la croissance économique la plus élevée d'Afrique subsaharienne, tout en demeurant la partie la moins touchée par l'inflation, ainsi que la partie la moins endettée. Cette triple performance devrait à nouveau se répéter en 2023.

Selon les données fournies par la Banque mondiale dans son rapport « Perspectives économiques mondiales », publié en janvier dernier, l'Afrique subsaharienne francophone a réalisé en 2022 les meilleures performances d'Afrique subsaharienne en matière de croissance pour la neuvième année consécutive et la dixième fois en onze ans. Cet ensemble de 22 pays a ainsi enregistré une croissance globale de 4,4 %, tandis que le reste de l'Afrique subsaharienne enregistrait un taux de 2,9 %. Dans le même temps, et à partir des estimations du FMI, l'Afrique subsaharienne francophone a continué à afficher le niveau d'inflation le plus faible, avec un taux de seulement 7,2 %, compte tenu du contexte international, contre 24,4 % pour l'Afrique subsaharienne non francophone. Enfin, et toujours selon les données du FMI, l'Afrique subsaharienne francophone continue à maîtriser son niveau d'endettement, avec une dette publique s'établissant à 49,7 % du PIB, fin 2022, soit 10,9 points de pourcentage de moins que le reste de l'Afrique subsaharienne (60,6 %)*.

Une croissance globale de 4,4 % en 2022

La croissance économique en Afrique subsaharienne francophone a donc connu une accélération par rapport à 2021, lorsqu'elle s'était établie à 4,1 %. De son côté, l'Afrique subsaharienne non francophone a donc observé une importante baisse de son rythme de croissance, qui était de 4,0 % en 2021. Cet ensemble avait alors connu un niveau relativement élevé suite à la forte dégradation de l'activité économique enregistrée l'année précédente, marquée par le Covid (-3,1 %). Cependant, ce rebond avait été légèrement plus faible qu'en Afrique subsaharienne francophone, qui n'avait pourtant connu qu'une légère contraction de son activité un an plus tôt (-0,6 % seulement).

En zone CFA, qui regroupe 13 des 22 pays francophones (dont la Guinée équatoriale, ancienne colonie espagnole et partiellement francophone), ainsi que la Guinée Bissau (lusophone et ancienne colonie portugaise), et qui rassemble 54 % de la population de l'Afrique francophone subsaharienne (et 43 % de celle de l'Afrique francophone), la croissance est passée de 3,8 % en 2021 à 4,1 % en 2022. Au sein de cette zone, et bien qu'affecté par la hausse du cours des hydrocarbures et des denrées alimentaires importées, l'espace UEMOA a continué à se distinguer avec une évolution globale de 4,8 % en 2022, confirmant ainsi son statut de plus vaste zone de forte croissance du continent, alors même qu'il n'en est pas la partie la plus pauvre (l'Afrique de l'Est étant la partie la moins développée du continent). Pour sa part, l'espace CEMAC, qui compte notamment trois importants producteurs d'hydrocarbures, a de nouveau fait baisser la moyenne globale de la zone CFA, avec un taux de croissance de 3,1 %.

Les quatre premières économies de l'Afrique subsaharienne francophone ont continué à enregistrer une croissance économique assez vigoureuse. La Côte d'Ivoire, la RDC, le Cameroun et le Sénégal, ont ainsi affiché, respectivement, un taux de 5,7 %, 6,1 %, 3,8 % et 4,8 %. De leur côté, les quatre premières économies d'Afrique subsaharienne non francophone, à savoir le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et le Kenya, ont observé une croissance assez modeste, à l'exception du Kenya (respectivement 3,1 %, 1,9 %, 3,5 % et 5,5 %).

Sur la décennie 2013-2022, la croissance annuelle de l'Afrique subsaharienne francophone s'est donc établie à 3,5 % en moyenne (et à 4,0 % hors cas très particulier de la Guinée équatoriale). Ce taux a été de 3,3 % pour la zone CFA (et 4,0 % également hors Guinée équatoriale), et de 2,2 % pour l'Afrique subsaharienne non francophone. La Côte d'Ivoire, la RDC, le Cameroun et le Sénégal ont respectivement enregistré une croissance annuelle de 7,0 %, 5,5 %, 4,0 % et 5,2 %. Pour leur part, le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et le Kenya, ont respectivement connu une progression annuelle de 2,3 %, 0,9 %, 8,1 % et 4,5 %. Quant à l'Angola, qui faisait partie de ces quatre premières économies avant d'être remplacée par l'Éthiopie en 2019, et de rétrograder ensuite à la septième place, celle-ci a enregistré une croissance annuelle de seulement 0,4 % sur cette même décennie.

Le Nigeria et l'Afrique du Sud, gros producteurs de matières premières, continuent de souffrir de graves problèmes structurels, aggravés par un niveau élevé de corruption, de détournements de fonds et d'insécurité. Leur manque de dynamisme semble durablement installé selon les prévisions de la Banque mondiale, qui continue de tabler sur de faibles croissances au cours des quelques prochaines années, au moins. Ces deux pays se sont même appauvris au cours de la dernière décennie, puisqu'ils ont affiché des taux de croissance régulièrement inférieurs à leur croissance démographique (2,3 % contre 2,5 % en moyenne annuelle pour le Nigeria, et 0,9 % contre 1,4 % pour l'Afrique du Sud). Cette mauvaise santé économique s'est donc naturellement répercutée sur la valeur de leur monnaie, qui a connu une très forte dépréciation face au dollar au cours des dix dernières années, avec une baisse de 65,2 % et 50,3 %, respectivement.

Bien que le Nigeria soit le premier producteur africain de pétrole depuis plusieurs décennies, le pays souffre d'une baisse continue de sa production en la matière, alors même qu'il n'est toujours pas parvenu à diversifier son économie, dont les exportations reposent encore à plus de 90 % sur les hydrocarbures. Aujourd'hui, et malgré de colossaux revenus pétroliers accumulés depuis son indépendance, le Nigeria affiche le deuxième plus faible niveau d'espérance de vie au monde (estimée à 52,9 ans en 2020, selon les dernières données de la Banque mondiale), et le quatrième taux le plus élevé au monde en matière de mortalité infantile, juste après la Somalie. Enfin, il est également à noter que le pays demeure également très en retard en matière d'électrification, avec un taux d'accès à l'électricité de seulement 55,4 % de la population fin 2020.

De son côté l'Afrique du Sud souffre de la baisse de son activité minière, dont elle est encore fortement dépendante, ainsi que de l'effondrement de ses capacités de production d'électricité. Outre la multiplication des délestages, qui dépassent parfois les 10 heures par jour, le pays serait même, selon les dernières données de la Banque mondiale, l'un des deux seuls pays africains à connaître une baisse du taux d'accès à l'électricité, alors même qu'une partie non négligeable de la population n'est toujours pas connectée au réseau électrique (15,6 % fin 2020, contre, par exemple, moins de 1 % dans chacun des pays du Maghreb).

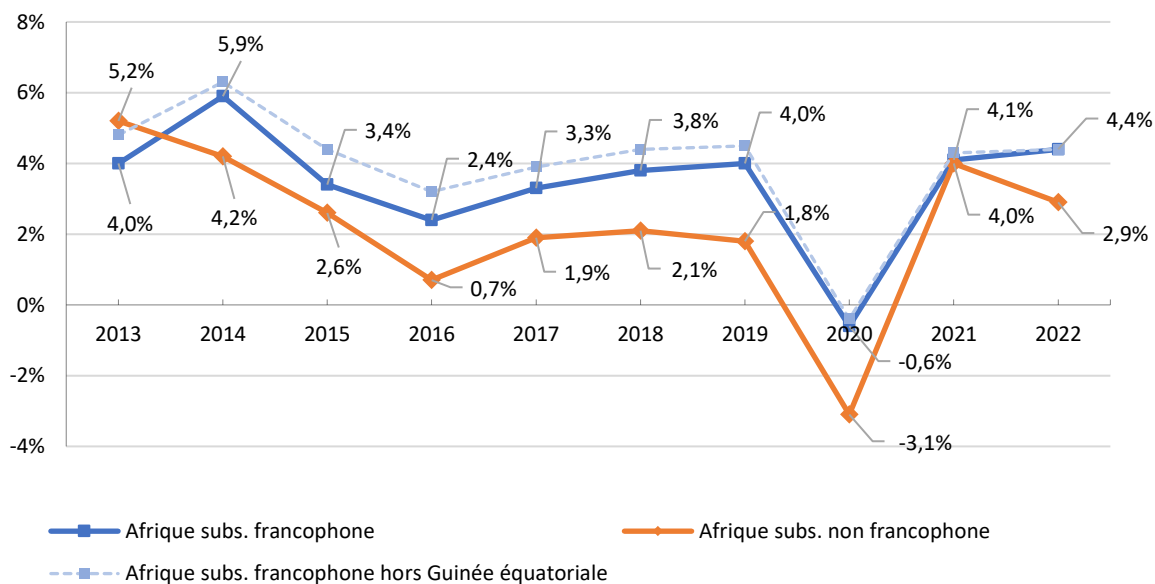
Quant à l'Éthiopie, le pays a récemment été fragilisé par une terrible guerre civile ayant provoqué la mort de plus de 600 000 personnes en seulement deux ans, entre novembre 2020 et novembre 2022 (selon l'Union africaine).



CERMF

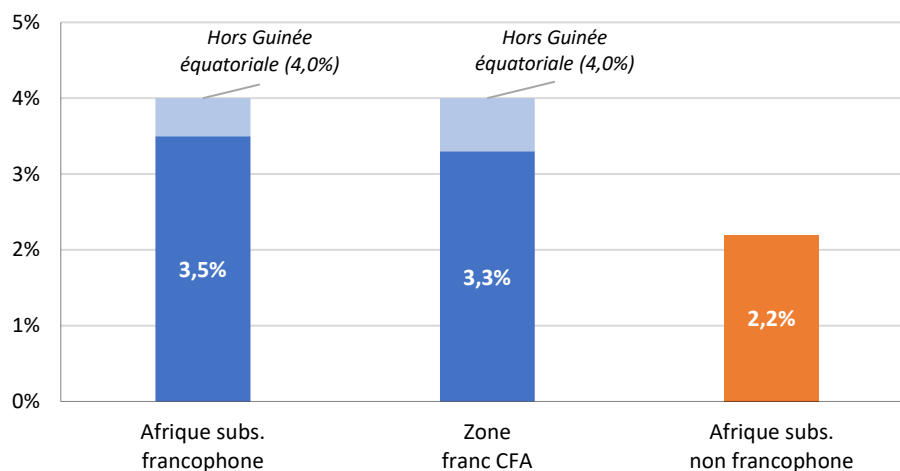
Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

Évolution de la croissance économique en Afrique subsaharienne sur la décennie 2013-2022



CERMF (à partir des données de la Banque mondiale, au 28/02/2023)

Croissance économique annuelle en Afrique subsaharienne sur la décennie 2013-2022



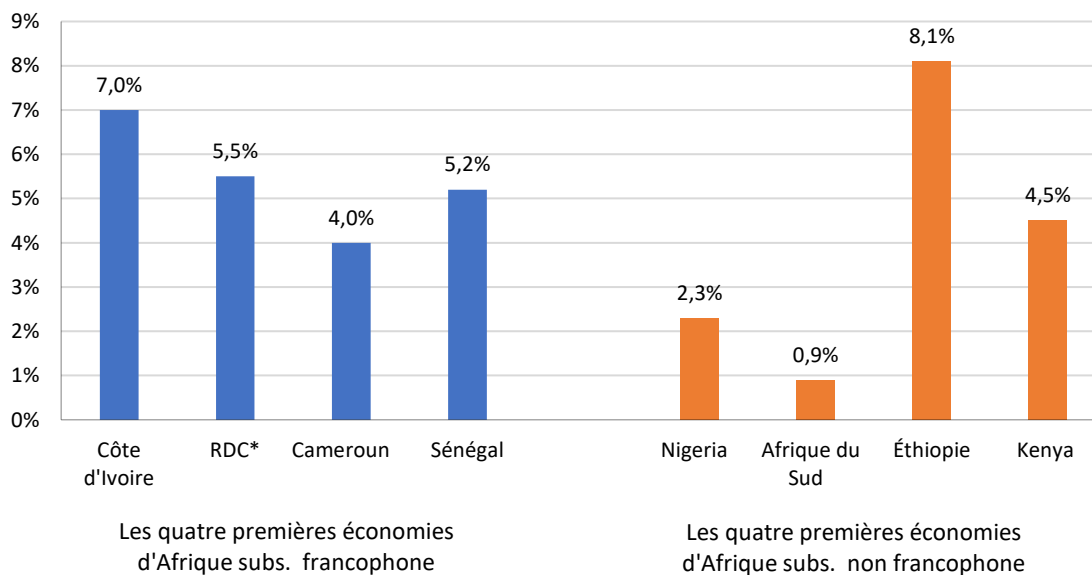
CERMF (à partir des données de la Banque mondiale, au 28/02/2023)



CERMF

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

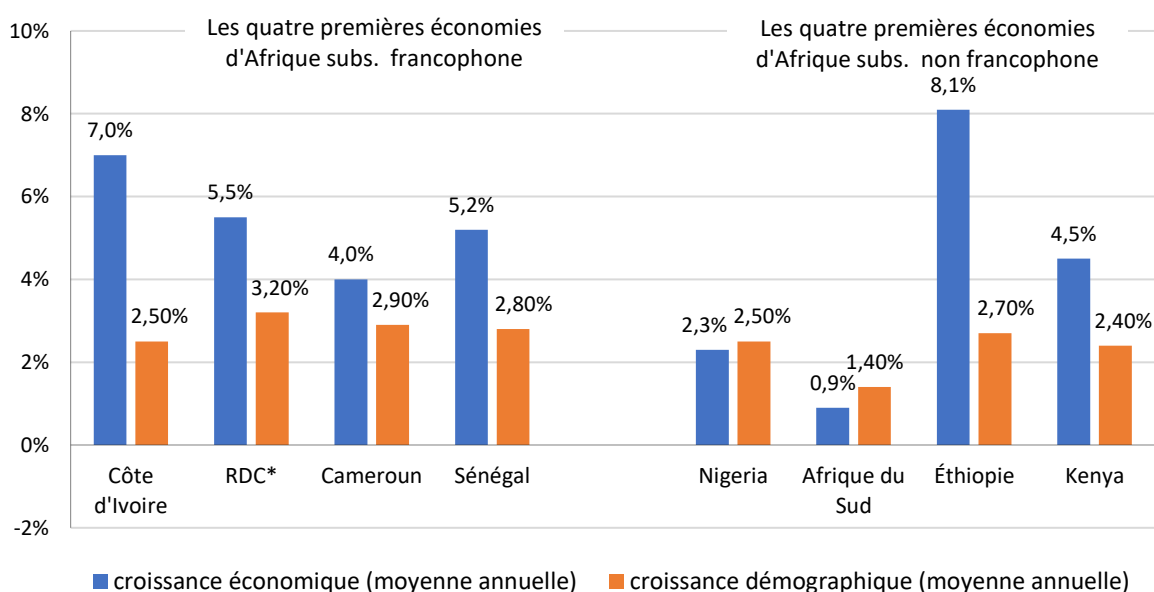
Croissance économique annuelle sur la décennie 2013-2022



* Rép. dém. du Congo

CERMF (à partir des données de la Banque mondiale, au 28/02/2023)

Croissances économique et démographique annuelles sur la décennie 2013-2022



* Rép. dém. du Congo

CERMF (à partir des données de la BM et du PRB, au 28/02/2023)

En Afrique de l'Ouest francophone

Bien que touchée par la hausse du prix des produits alimentaires importés, ainsi que par la hausse du cours des hydrocarbures, l'Afrique de l'Ouest francophone a néanmoins affiché une croissance de 4,7 % en 2022, après une hausse de 5,6 % en 2021. Pour sa part, la zone UEMOA, qui en recouvre la majeure partie (et qui est composée de huit pays, dont la lusophone, mais très francophonophile et faiblement peuplée, Guinée-Bissau) a vu son PIB augmenter de 4,8 %, après une évolution de 5,8 % en 2021. Avec une croissance annuelle de 5,6 % en moyenne sur la décennie 2013-2022, l'espace UEMOA confirme ainsi son statut de plus vaste zone de forte croissance du continent, en dépit des problèmes sécuritaires connus par certains pays de la zone sahélienne, mais n'affectant principalement que des zones semi-arides et très faiblement peuplées (et qui demeurent moins graves que ce qui a récemment été observé dans certains pays d'Afrique de l'Est). Toutefois, il convient de noter l'importante baisse du rythme de croissance observée l'année dernière au Mali, avec un taux de seulement 1,8 %, soit de loin le plus faible de l'ensemble de la zone monétaire. En dehors de l'UEMOA, la Guinée et la Mauritanie ont respectivement affiché une croissance de 4,6 % et 4,0 %.

Il convient de souligner que le statut de zone la plus dynamique du continent constitue une très bonne performance pour l'UEMOA, vu que la région la plus pauvre du continent, et qui devrait donc connaître la croissance la plus élevée, est l'Afrique de l'Est. Ainsi, à titre d'exemple, et en dehors de la francophone Djibouti, seul un pays d'Afrique de l'Est continentale affichait début 2022 un PIB par habitant dépassant clairement la barre des 1 000 dollars, à savoir le Kenya (2 082 dollars, suivi loin derrière par la Tanzanie, 1 099 dollars, selon les dernières données disponibles auprès de la Banque mondiale). À la même date, trois pays francophones de l'espace UEMOA dépassaient clairement ce seuil symbolique, en l'occurrence la Côte d'Ivoire (2 549 dollars), le Sénégal (1 637) et le Bénin (1 319). Et même quatre pays pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest francophone, en tenant compte de la Mauritanie, aux importantes richesses minières (et auxquels s'ajoutent, pour toute l'Afrique de l'Ouest continentale, le Nigeria pétrolier et le Ghana, important producteur de pétrole et premier producteur africain d'or). Par ailleurs, l'Afrique de l'Est est également la partie la plus instable du continent, puisque l'on y trouve notamment les trois pays ayant connu les conflits les plus meurtriers de la dernière décennie, proportionnellement à leur population (le Soudan du Sud, la Somalie et l'Éthiopie). Des conflits auxquels s'ajoutent un certain nombre de problèmes sécuritaires (terrorisme islamique dans le nord du Mozambique, en Ouganda...), et de tensions interethniques, comme en Éthiopie où elles avaient déjà provoqué la mort de nombreuses personnes avant même le début de la guerre civile, fin 2020 (ce qui en fait l'un des pays africains souffrant des plus fortes tensions sociales, avec, en particulier, l'Afrique du Sud et ses plus de 20 000 homicides par an).

Par ailleurs, et grâce à une croissance de 7,0 % en moyenne sur la décennie 2013-2022, soit la deuxième plus forte progression au monde de ces dix dernières années (et la plus forte pour la catégorie des pays ayant un PIB par habitant supérieur à 1 000 dollars début 2013), la Côte-d'Ivoire est récemment devenue le premier - et encore le seul - pays africain disposant d'une production globalement assez modeste en matières premières non renouvelables, à dépasser en richesse un pays d'Amérique hispanique, à savoir le Nicaragua dont le PIB par habitant atteignait 2 045 dollars début 2022 (hors très petits pays africains de moins de 1,5 million d'habitants, majoritairement insulaires et ne pouvant être pris en compte pour de pertinentes comparaisons). La Côte d'Ivoire devrait d'ailleurs très prochainement devancer également le Honduras, dont le PIB par habitant s'établissait à 2 772 dollars début 2022. Ce dynamisme a également permis au pays de dépasser le Kenya, et de réussir l'exploit de devancer le Ghana et le Nigeria (2 363 et 2 066 dollars, respectivement), pays voisins regorgeant de richesses naturelles, avec des niveaux de production considérablement supérieures (le Nigeria a produit ces dernières années entre 40 et 60 fois plus de pétrole que la Côte d'Ivoire, et le Ghana a extrait six fois plus de pétrole et trois à quatre fois plus d'or). Le Nigeria dernier devrait d'ailleurs être assez bientôt dépassé par le Sénégal, qui réalise régulièrement des taux de croissance deux fois plus élevés (et au PIB par habitant de 1 637 dollars, loin de pays comme l'Éthiopie ou le Rwanda, où il s'établit à 925 et 822 dollars, respectivement).

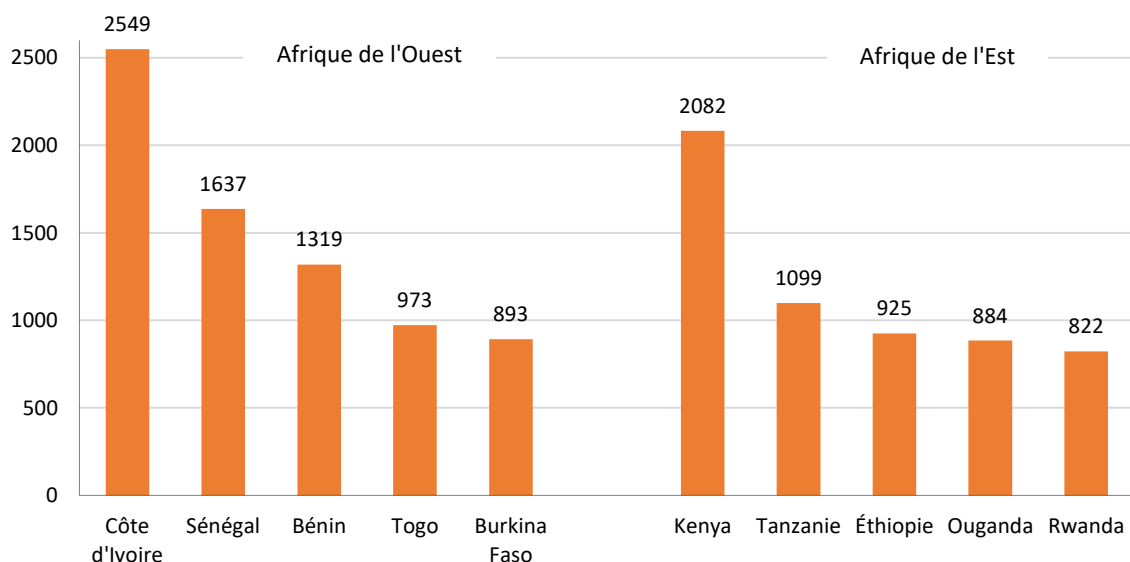
Quant au Niger, ce pays enclavé n'est désormais plus le pays le plus pauvre d'Afrique de l'Ouest, ayant récemment dépassé la Sierra Leone (591 dollars par habitant début 2022, contre 480 dollars). De plus, le pays devrait très prochainement dépasser le Liberia, autre pays anglophone côtier (676 dollars). Le Niger est d'ailleurs sur le point de quitter la liste des dix pays les plus pauvres du continent, et dépasse désormais non moins de neuf pays africains en matière de développement humain, selon le dernier classement de la fondation Mo Ibrahim, publié en janvier 2023. Un classement plus fiable que celui de l'ONU, qui comporte de nombreuses incohérences, et qui a longtemps et étrangement placé systématiquement le Niger, au taux de fécondité le plus élevé au monde, à la dernière position du classement (même derrière un pays comme le Soudan du Sud, qui est pourtant réputé être le moins développé du continent - avec la Somalie, non classée...). Il est d'ailleurs à noter que le taux de fécondité en Sierra Leone et au Liberia est environ 40 % inférieur à celui du Niger (environ 4 enfants par femme, contre 6,7).

Les bonnes performances de l'Afrique de l'Ouest francophone s'expliquent principalement par les nombreuses réformes entreprises par les pays de la région, aussi bien sur le plan économique qu'en matière de bonne gouvernance. Des plans de diversification ont ainsi été mis en place, comme le « Plan Sénégal émergent » (PSE), ou encore la « Stratégie de croissance accélérée et de développement durable » (SCADD) au Burkina Faso, dont la croissance a été de 5,2 % en moyenne annuelle sur la décennie 2013-2022. Pour ce qui du climat des affaires, certains pays ont réalisé un bon considérable entre les classements 2012 et 2020 de la Banque mondiale (dernier classement publié par l'institution), et notamment le Togo (passé de la 162e à la 97e place), la Côte d'Ivoire (de la 167e place à la 110e place), le Sénégal (de la 154e à la 123e) ou encore le Niger (passé de la 173e à la 132e place, talonnant ainsi le Nigeria, 131e). Pays francophone le moins bien classé d'Afrique de l'Ouest, la Guinée est toutefois passée de la 179e à la 156e place sur la même période.

À titre de comparaison, il convient de savoir, par exemple, que la Nigeria, l'Éthiopie et l'Angola, respectivement première, troisième et huitième économie d'Afrique subsaharienne selon la Banque mondiale (du fait de leur très importante production pétrolière et/ou population), se classent à la 131e, 159e et 177e place, respectivement. Par ailleurs, il est à noter que plus aucun pays francophone ne figure aux six dernières places de ce classement international, désormais majoritairement occupées par des pays anglophones.

Dans un autre registre, et mis à part l'année 2020, particulièrement marquée par la pandémie, il est utile de souligner que la croissance économique de l'Afrique de l'Ouest francophone est globalement et régulièrement deux fois supérieure à sa croissance démographique, contredisant ainsi certaines théories assez médiatisées. Grâce au cadre favorable instauré par les différentes réformes en matière d'économie et de bonne gouvernance, cet essor démographique contribue donc à son tour au dynamisme économique, en permettant notamment au marché intérieur de ces pays d'atteindre une masse critique nécessaire au développement de nombreuses activités. Il convient d'ailleurs de rappeler que la plupart des pays francophones de la région demeurent encore assez faiblement peuplés. À titre d'exemple, la Guinée et le Burkina Faso, légèrement plus étendus que le Royaume-Uni (et non deux à trois fois plus petits comme l'indique la majorité, bien trompeuse, des cartes en circulation dans les médias et établissements publics ou privés), ne comptent respectivement que 14 et 23 millions d'habitants, contre près de 68 millions pour le Royaume-Uni. Quant à la Côte d'Ivoire, un tiers plus étendue mais ne comptant que 28 millions d'habitants, elle abriterait aujourd'hui une population de 90 millions d'habitants si elle était proportionnellement aussi peuplée que le Royaume-Uni.

Les PIB par habitant les plus élevés début 2022, hors pays riches en matières premières*, États insulaires et Djibouti (en dollars)



* Nigeria (2066 \$), Ghana (2363), Mauritanie (2166) et Guinée (1189)

CERMF (données de la BM, au 28/02/2023)

En Afrique centrale francophone

En Afrique centrale francophone, la croissance globale a atteint 4,0 % en 2022, en hausse significative par rapport au taux de 2,5 % enregistré l'année précédente. Une évolution qui résulte en bonne partie du regain d'activité en Guinée équatoriale, dont le PIB a augmenté de 3,2 % après une baisse de 1,6 % en 2021.

Au Cameroun, qui dispose de l'économie la plus diversifiée de la région, la croissance s'est établie à 3,8%, en légère hausse par rapport à 2021 (3,6 %). Avec une progression annuelle du PIB qui devrait continuer à être assez largement supérieure à celle du Nigeria voisin, le Cameroun devrait lui aussi, assez prochainement, dépasser ce pays en termes de richesse par habitant, rejoignant ainsi la Côte d'Ivoire et très probablement le Sénégal (le PIB par habitant du pays étant de 1 667 dollars début 2022).

Pour sa part, la République démocratique du Congo (RDC), première économie d'Afrique centrale francophone, a enregistré une croissance de 6,1 %, aussi robuste qu'un an plus tôt (6,2 %). Après une longue période de stagnation, il est à noter que la RDC est désormais engagée dans un vaste processus de réformes administratives, fiscales et juridiques, entamé en 2020 et qui est le plus sérieux et ambitieux en la matière depuis la chute de Mobutu en 1997, et même, en réalité, depuis les premières années de l'indépendance du pays. Ces réformes, qui commencent à porter leurs fruits (avec, par exemple, l'augmentation de 130 % du montant de la TVA collectée rien qu'en 2021, grâce à l'informatisation de la procédure), devraient aider ce pays, où l'État est encore presque absent d'une bonne partie du territoire, à continuer d'enregistrer une croissance robuste dans les prochaines années.



En zone CEMAC (dont ne fait pas partie la RDC), la hausse du PIB s'est établie à 3,1 % en 2022, en forte hausse par rapport à 2021 (1,1 %). Au Gabon, le taux de croissance a presque doublé pour atteindre 2,7 %, contre 1,5 % un an plus tôt (et une baisse de seulement 1,8 % au plus fort de la pandémie, en 2020). Grâce aux grandes avancées réalisées au cours de la dernière décennie en matière de diversification et de bonne gouvernance (et plus récemment en matière de facilitation des affaires), ce pays d'Afrique centrale a consolidé son statut de pays le plus riche d'Afrique continentale, avec un PIB de 8 635 dollars par habitant début 2022, creusant ainsi de nouveau l'écart avec le Botswana, deuxième producteur mondial de diamants, après la Russie (6 805 dollars).

Si le Gabon et le Cameroun s'emploient à réformer et à diversifier leur économie, force est de constater que pareils efforts n'ont pas encore été réellement entrepris au Congo voisin, qui n'a enregistré qu'une faible évolution de son PIB en 2022 (1,9 %), après plusieurs années consécutives de baisse. Les mauvaises performances économiques du pays traduisent l'absence de profondes et courageuses réformes, comme l'atteste le fait qu'il continue à occuper l'une des dernières places du classement *Doing Business* de la Banque mondiale, en arrivant 180e sur un total de 190 pays étudiés (et se classant donc, à peu près, au même niveau que l'Angola, 177e).

Autre conséquence de ce manque de réformes, le Congo est aujourd'hui le pays le plus endetté d'Afrique subsaharienne francophone continentale, en termes de dette publique, et arrive à la neuvième position des pays les plus endettés d'Afrique subsaharienne (même s'il convient de noter les importants efforts réalisés en matière d'assainissement des finances publiques, et qui ont permis de réduire considérablement le niveau d'endettement du pays, qui devrait d'ailleurs quitter ce top 10 d'ici à la fin de l'année 2023). Le Congo-Brazzaville gagnerait donc à s'inspirer de certains de ses voisins, et notamment du Gabon avec lequel il partage nombre de points communs (caractéristiques géographiques et climatiques, production pétrolière significative, faible population...).

Par ailleurs, il est à noter que les performances économiques globales de la zone CEMAC ne devraient plus être considérablement affectées par les performances de la Guinée équatoriale, dont le PIB ne devrait plus connaître de trop importantes baisses au cours des prochaines années. Une amélioration qui s'ajoute à la chute du poids économique du pays au sein de zone monétaire, suite à la forte baisse de son PIB par rapport au début de la dernière décennie. En effet, ce pays constitue un cas très particulier qu'il convient régulièrement de rappeler afin d'éviter toute fausse interprétation des statistiques régionales pour la période de six années allant de 2015 à 2020. Peuplé de près d'un million et demi d'habitants, seulement, ce petit territoire, partiellement francophone et ancienne colonie espagnole, était subitement devenu l'un des principaux producteurs africains de pétrole à la fin des années 1990, avant de voir rapidement sa production commencer à décliner, au début des années 2010. N'étant pas encore parvenu à diversifier suffisamment son économie, il avait donc connu une forte chute de son PIB pendant six années consécutives, de 2015 à 2020, avec une croissance négative annuelle de -6,7 % en moyenne sur la période !

En Afrique de l'Est francophone

La croissance globale de cette partie du continent s'est établie à 4,2 % en 2021, contre 4,0 % l'année précédente. Le rebond s'est poursuivi à Maurice et aux Seychelles (deux pays considérés à la fois comme francophones et anglophones, pour avoir connu une double présence française et britannique, successivement), où le secteur touristique occupe une place particulièrement importante, a bénéficié de la levée de la grande majorité des restrictions qui avaient été mises en place à la suite de la pandémie.

De leur côté, Madagascar, les Comores et le Burundi, voisin de la RDC, ont enregistré d'assez décevantes performances, avec des taux de croissance de 2,6 %, 1,4 % et 2,1 %. À Madagascar, pays le plus peuplé de la zone, l'activité économique devrait cependant rebondir à partir de l'année 2023, avec une croissance attendue

à plus de 4 %. Ces trois pays, qui ne manquent pas d'atouts, gagneraient toutefois à s'inspirer des nombreux pays francophones du continent ayant réalisé de très importantes avancées en matière de bonne gouvernance, de diversification et d'amélioration du climat des affaires. Des avancées qui permettent notamment à l'Afrique subsaharienne francophone d'être, année après année, le moteur de la croissance africaine.

Quant à Djibouti, la croissance s'y est établie à 3,6 %, et devrait repasser au-dessus des 5 % à partir de cette année. Ce pays de la corne de l'Afrique avait réalisé une progression annuelle de 6,3 % en moyenne sur la période de six années allant de 2014 à 2019, et ce, en tirant profit de sa situation géographique stratégique qui lui permet de devenir progressivement une plaque tournante du commerce international, grâce notamment à des investissements massifs en provenance de Chine. Pourtant, seule une quinzaine d'entreprises françaises sont implantées dans ce pays, avec lequel la compagnie aérienne Air France n'assure qu'un seul et unique vol hebdomadaire direct avec Paris. Contraste saisissant avec les sept vols directs assurés par *Turkish Airlines* en direction d'Istanbul, ou encore avec les trois liaisons assurées par le groupe *Emirates* vers Dubaï.

Cette faible présence économique de la France à Djibouti, tout comme en RDC, premier pays francophone du monde et pour lequel l'Hexagone n'a représenté que 0,5 % du commerce extérieur en 2020 (contre environ 36,0 % pour la Chine, importations et exportations confondues), en dit long sur la méconnaissance dont souffrent nombre d'acteurs économiques tricolores au sujet du monde francophone, et ce, ... au plus grand bénéfice d'autres puissances.

Une inflation globalement maîtrisée en Afrique subsaharienne francophone

En dépit d'une hausse plus importante que par le passé des prix à la consommation, en raison des conséquences de la guerre en Ukraine, l'Afrique subsaharienne francophone a de nouveau affiché en 2022, et de loin, le niveau d'inflation le plus faible d'Afrique subsaharienne. Ainsi, et selon les dernières données du FMI, le taux d'inflation y a été de 7,2 % (en hausse par rapport au taux de 4,2 % en 2021), tandis que le reste de l'Afrique subsaharienne a connu une inflation de 24,4 % (contre 31,8 % un an plus tôt). De son côté, la zone CFA a enregistré une hausse de 6,2 %, contre 2,7 % en 2021. Pour rappel, la détermination du taux d'inflation global d'un groupe de pays s'obtient par la prise en compte du PIB de chaque pays calculé sur la base de la parité de pouvoir d'achat (PPA).

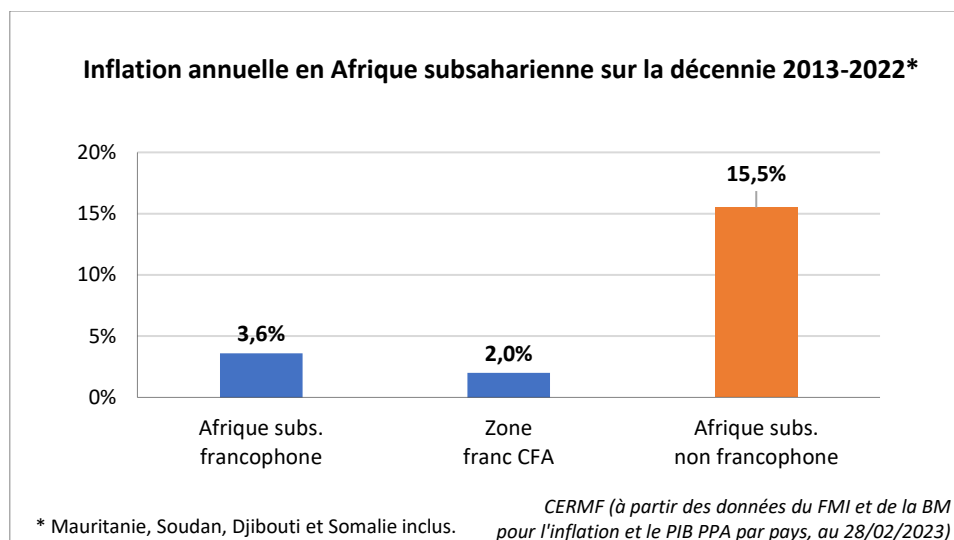
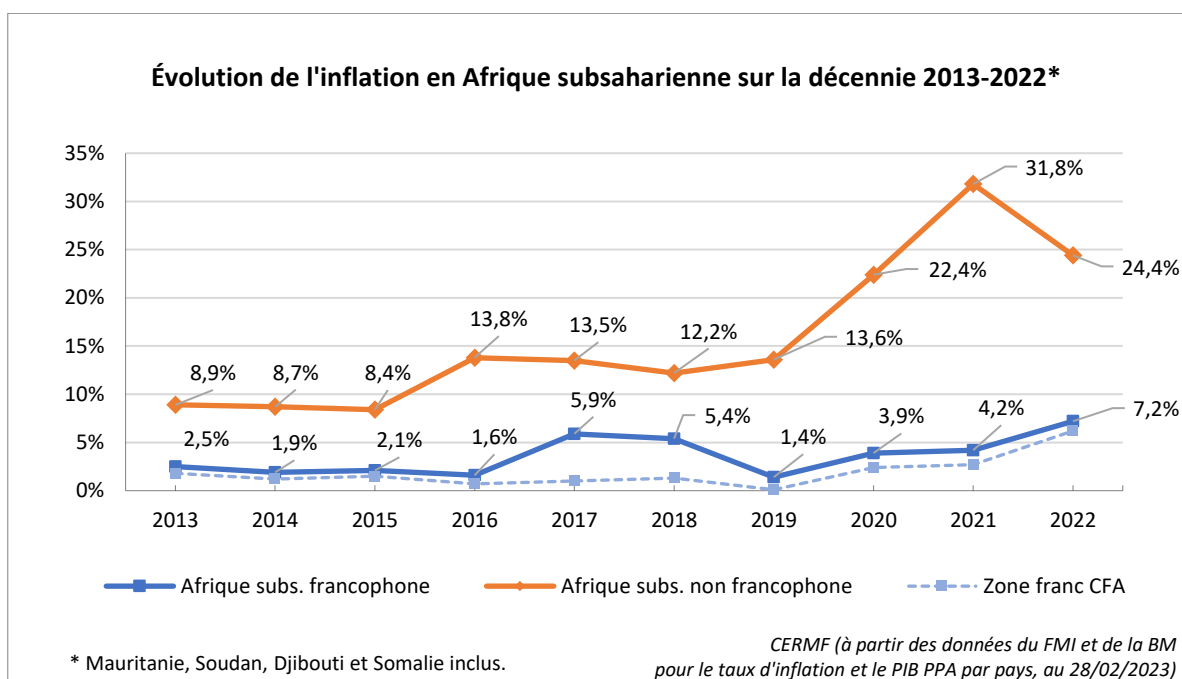
Par ailleurs, il convient de préciser que les taux obtenus tiennent compte de la Mauritanie, du Soudan, de la Somalie et de Djibouti. En effet, et contrairement à la Banque mondiale, ces quatre pays ne sont pas considérés par le FMI comme faisant partie de l'Afrique subsaharienne, alors qu'ils sont bel et bien subsahariens (une « exclusion » qui s'explique par des raisons « culturelles », et en particulier linguistiques...). L'intégration pleinement justifiée du Soudan dans le calcul du taux d'inflation global de l'Afrique subsaharienne non francophone explique d'ailleurs en partie le niveau globalement élevé de l'inflation pour cette partie du continent en 2021, et qui avait même été supérieur à celui observé en 2022. En effet, le pays, qui traverse une très grave crise économique, avait alors enregistré une hausse des prix à la consommation de non moins de 382,8 % ! (avant de redescendre à 154,9 % en 2022...).

Les quatre premières économies de l'Afrique subsaharienne francophone, à savoir la Côte d'Ivoire, la RDC, le Cameroun et le Sénégal, ont connu en 2022 une inflation de 5,5 %, 8,4 %, 4,6 % et 7,5 %, respectivement. De leur côté, les quatre premières économies du reste de l'Afrique subsaharienne, à savoir le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et le Kenya, ont enregistré un taux de 18,9 %, 6,7 %, 33,6 % et 7,4 %.

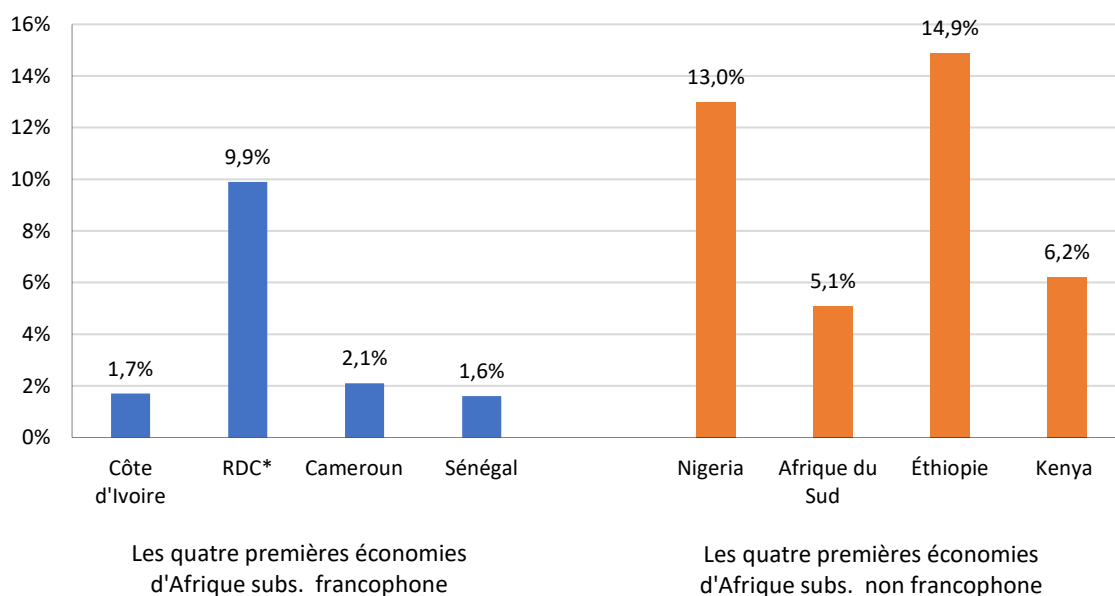
Sur la décennie 2013-2022, le taux d'inflation annuel s'est établi à 3,6 % en moyenne pour l'Afrique subsaharienne francophone (et seulement 2,0 % en zone CFA), alors qu'il a atteint un niveau de 15,5 % pour le

reste de l'Afrique subsaharienne. La Côte d'Ivoire, la RDC, le Cameroun et le Sénégal ont respectivement enregistré un taux annuel de 1,7 %, 9,9 %, 2,1 % et 1,6 %. Quant au Nigeria, à l'Afrique du Sud, à l'Éthiopie et au Kenya, ceux-ci ont observé une inflation de 13,0 %, 5,1 %, 14,9 % et 6,2 %.

Au cours des dix dernières années, l'Afrique francophone subsaharienne a donc réussi à afficher le niveau d'inflation le plus faible tout au long de la période, tout en ayant le taux de croissance économique le plus élevé neuf années sur dix (de 2014 à 2022). En réalisant cette double performance, l'Afrique francophone subsaharienne est ainsi parvenue à donner clairement tort à certains commentateurs qui considèrent que la faible inflation qui caractérise cet ensemble constitue un frein à sa croissance économique.



Inflation annuelle en Afrique subsaharienne sur la décennie 2013-2022



* Rép. dém. du Congo

CERMF (à partir des données de la Banque mondiale, au 28/02/2023)

Un endettement globalement maîtrisé en Afrique subsaharienne francophone

Selon les dernières estimations du FMI, la dette publique continue à être globalement maîtrisée en Afrique subsaharienne francophone, qui demeure la partie la moins endettée du continent. Parmi les 10 pays subsahariens les plus endettés, le premier des deux seuls pays francophones subsahariens, à savoir Maurice, n'arrive en septième position, avec un niveau de dette publique estimé à 90,9 % du PIB, fin 2022 (derrière le Soudan - 189,5 %, l'Érythrée, le Cap-Vert, la Zambie, le Mozambique et le Zimbabwe). Et pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, aucun des cinq pays les plus endettés n'est francophone. En effet, et avec un taux d'endettement de 77,3 % du PIB, le Sénégal n'arrive en sixième position, derrière le Cap-Vert (154,5 %), le Ghana (90,7 %), la Guinée Bissau (82,0), la Sierra Leone (81,8 %), et la Gambie (80,6 %).

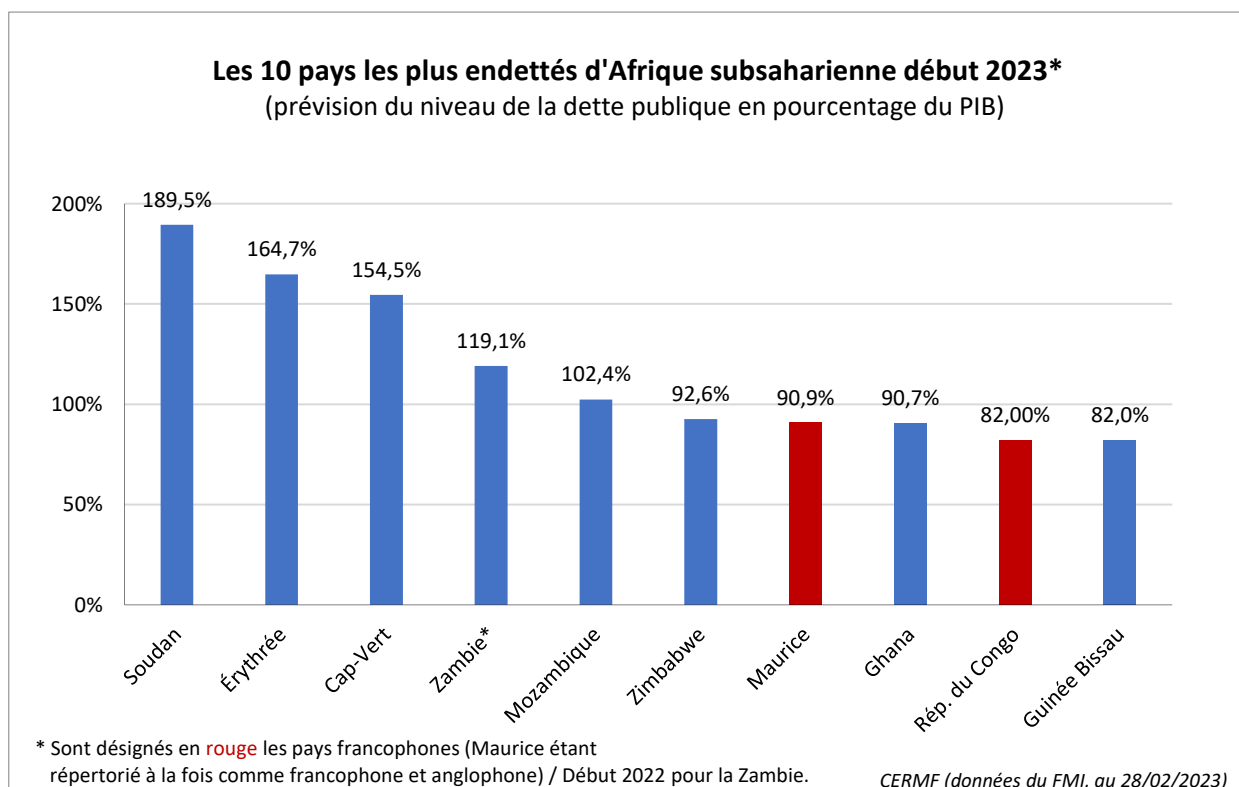
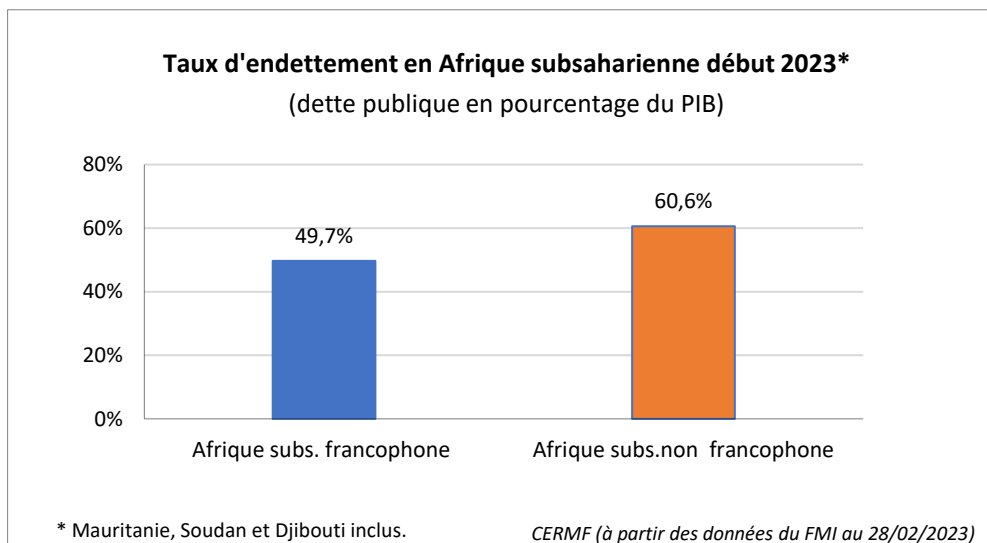
Cette situation est semblable à celle des années précédentes, au cours desquelles seuls deux pays francophones se trouvaient parmi les dix pays les plus endettés d'Afrique subsaharienne, et toujours dans la seconde moitié de la liste. Globalement, le taux d'endettement de l'Afrique subsaharienne francophone est estimé par le FMI à 49,7 % du PIB, fin 2022, tandis qu'il est estimé à 60,6 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne. Au cours de la dernière décennie, l'Afrique subsaharienne francophone a ainsi affiché le plus faible niveau d'endettement tout au long des dix années de la période.



C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

Cette assez bonne maîtrise de la dette, globalement, résulte notamment du dynamisme économique que connaissent la plupart des pays francophones subsahariens, et découlant lui-même des importantes avancées réalisées ces dernières années en matière d'amélioration du climat des affaires, de diversification et de de bonne gouvernance. Dans l'ensemble, l'Afrique francophone a donc été mieux armée pour faire face aux crises majeures ayant secoué le monde ces trois dernières années, et financer le redémarrage de l'activité économique.





C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

Des perspectives globalement encourageantes pour 2023

Même s'il convient de toujours faire preuve de prudence au sujet des prévisions établies en début d'année pour les pays en développement, l'Afrique subsaharienne francophone devrait une nouvelle fois être le moteur de la croissance africaine en 2023, tout en demeurant la partie la moins touchée par l'inflation et la partie la moins endettée du continent.

En plus du retour à la normale du contexte sanitaire international, les pays francophones importateurs nets d'hydrocarbures (soit la majorité des pays francophones subsahariens) devraient également bénéficier du retour à la normale du cours des hydrocarbures, ainsi que de celui, plus progressif, des produits alimentaires. Quant aux problèmes sécuritaires affectant certains pays de la zone sahélienne, ceux-ci ne concernent, du moins à ce stade, qu'essentiellement des zones semi-arides et très faiblement peuplées. La gravité de ces troubles y est d'ailleurs encore sans commune mesure avec le désordre récemment observé dans certains pays d'Afrique de l'Est (Soudan du Sud, Éthiopie et Somalie).

Par ailleurs, et parallèlement à l'évolution du contexte international, le continent africain devrait voir la poursuite de la mise en place progressive de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), entamée le 1er janvier 2021 et qui constitue un élément favorable à la croissance. Du moins d'un point de vue théorique, puisque qu'il convient de rappeler que la hausse des échanges entre pays ne dépend pas seulement de la réduction significative des barrières douanières entre ces mêmes pays, mais également et surtout de la capacité de ces derniers à produire des biens, grâce à la mise en place préalable d'un environnement national favorable à l'investissement (cadres juridique, réglementaire et fiscal, infrastructures et formation, devant permettre à la fois de produire des biens et d'en assurer la compétitivité). L'évolution assez faible des échanges au sein des ensembles régionaux ayant déjà abaissé ou supprimé les taxes douanières est là pour le démontrer.

Il en va d'ailleurs de même pour ce qui est de la question d'une monnaie unique, à l'instar de l'Eco que les pays d'Afrique de l'Ouest, membres de la CEDEAO, semblent souhaiter mettre en place. Ainsi, force est de constater que les pays de la zone UEMOA, qui bénéficient déjà, et depuis longtemps, d'une vaste zone de libre-échange doublée d'une monnaie unique, ont toujours d'assez faibles échanges avec les autres pays membres. Autre exemple intéressant, la part de la zone euro dans le commerce extérieur de la France a baissé depuis la mise en place de cette monnaie unique, suite à une augmentation plus importante des échanges entre la France et le reste du monde qu'avec les pays de la zone euro. Ce qui permet, d'ailleurs, de constater que les flux commerciaux entre la France et les autres pays de la zone monétaire étaient déjà très importants avant l'adoption d'une monnaie unique...

Dans ce cadre, il est à noter que le report à 2027 de la création d'une monnaie unique ouest-africaine constitue une nouvelle rassurante pour les pays de la région, en dehors du Nigeria. En effet, l'économie de ces pays connaîtrait de grandes difficultés avec l'adhésion à une zone monétaire incluant le Nigeria, dont le déclin économique constant, combiné au poids démographique, tirerait vers le bas l'ensemble des pays de la région, qu'ils soient francophones, anglophones ou lusophones. Un problème qui ne se poserait d'ailleurs pas autant avec l'intégration d'autres pays en crise comme le Ghana, dont les graves difficultés économiques sont absorbables, compte tenu du poids démographique « raisonnable » du pays par rapport à ses voisins.

Il convient, en effet, de rappeler que le Nigeria connaît de graves problèmes structurels depuis plusieurs années, et qui se traduisent notamment par une très faible croissance économique (et de surcroît, régulièrement inférieure à sa croissance démographique), une inflation à deux chiffres, et une monnaie ayant perdu les deux tiers de sa valeur face au dollar sur la dernière décennie (et plus de 99 % de sa valeur depuis sa création en 1973). La mauvaise gouvernance, le niveau élevé de corruption et de détournements de fonds, les problèmes sécuritaires que subissent de nombreuses parties du territoire et la baisse progressive de la production en

hydrocarbures (qui représentent encore plus de 90 % des exportations de biens, faute de réelle diversification), sont à l'origine de ce déclin économique.

Ainsi, et tant que le Nigeria n'aura pas résolu ses lourds problèmes structurels, l'adhésion du pays à une monnaie ouest-africaine est de nature à déstabiliser profondément les économies de tous les autres pays qui partageraient cette même monnaie, à travers une importante perte de valeur de celle-ci, accompagnée, de surcroît, d'une politique monétaire plus adaptée à un pays en crise, et ne correspondant pas aux besoins des pays dynamiques de la région (le Nigeria, par son poids démographique et donc économique, déterminant probablement en grande partie cette politique). Les pays de l'UEMOA, qui sont largement en avance en matière de discipline budgétaire et de bonne gouvernance sur les autres pays de la région, et qui forment la zone la plus dynamique d'Afrique de l'Ouest et la plus vaste zone de forte croissance du continent, verraient ainsi leur croissance baisser significativement, tout en voyant leur niveau d'inflation fortement augmenter.

Par ailleurs, le déclin économique du Nigeria est de nature, à terme, à accroître considérablement l'émigration de Nigériens, en quête d'une vie meilleure, vers des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, et en particulier vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Bénin, le Cameroun, le Gabon et le Sénégal. Compte tenu de la population du Nigeria, ces pays devront alors faire face à ce qui pourrait être un véritable choc migratoire, et notamment ceux d'Afrique de l'Ouest, où les règles de la CEDEAO prévoient la liberté de circulation et de résidence pour les ressortissants des pays membres.

** Ayant la particularité d'être à la fois francophones et anglophones (pour avoir connu une double présence française et britannique, successivement), Maurice et les Seychelles sont comptabilisés deux fois, aussi bien pour le calcul des taux de croissance, d'inflation et d'endettement globaux de l'Afrique subsaharienne francophone que pour ceux du reste de l'Afrique subsaharienne. Ce qui n'a, toutefois, qu'une incidence limitée, voire nulle, sur les résultats obtenus (arrondis à une décimale), compte tenu du faible poids économique de ces deux pays par rapport aux deux ensembles cités.*

Le 07 mars 2023

Le CERM F (Centre d'étude et de réflexion sur le monde francophone)
91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris
+33 (0)1 41 51 20 59
info@cermf.org
www.cermf.org

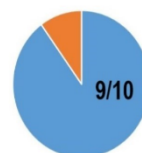
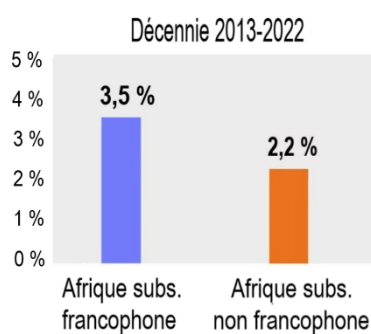
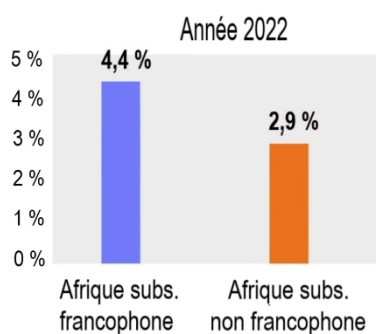


C E R M F

Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone

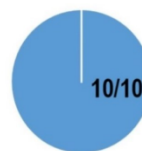
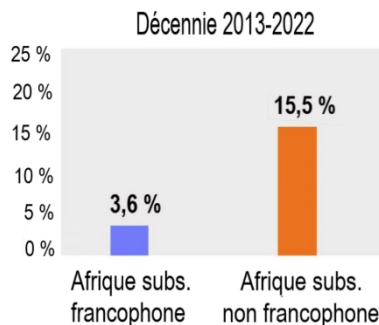
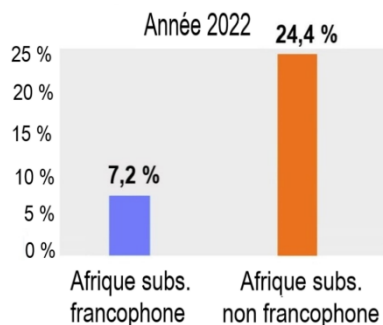
Les performances économiques en Afrique subsaharienne en 2022 et sur la décennie 2013-2022

Taux de croissance annuel



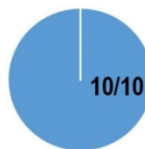
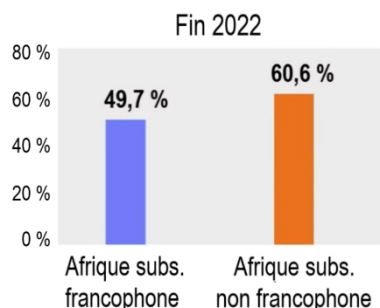
L'Afrique subs.
francophone est
arrivée en tête
9 années sur 10
(de 2014 à 2022).

Taux d'inflation annuel



L'Afrique subs.
francophone a
affiché la plus
faible inflation
tout au long
de la décennie.

Taux d'endettement (dette publique/PIB)



L'Afrique subs.
francophone a
affiché le niveau
d'endettement
le plus faible
tout au long
de la décennie.

Source : Cermf (à partir des données de la Banque mondiale et du FMI, au 28/02/2023, avec prise en compte de la Mauritanie, du Soudan et de Djibouti).



C E R M F
Centre d'Étude et de Réflexion
sur le Monde Francophone